

Un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens possible en 2009, selon le ministre égyptien des affaires étrangères

Relations extérieures - 03-12-2008 - 16:00

Le ministre égyptien des affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a appelé Israël à négocier un accord de paix avec les Palestiniens sur la base de l'initiative de la Ligue arabe. Il s'exprimait ce mercredi devant les députés de la commission des affaires étrangères et de la délégation du PE pour les relations avec les pays du Mashrek. Un accord est possible en 2009, a-t-il estimé.

"Si les Israéliens sont prêts à négocier sur la base de l'initiative de paix de la Ligue arabe, cela sera suffisant" pour parvenir à un accord, a affirmé Ahmed Aboul Gheit. "Cette initiative existe depuis 2002 et il faut la promouvoir", a-t-il ajouté à destination de José Ignacio Salafranca (PPE-DE, ES), qui faisait allusion aux propos tenus la veille à ce sujet devant les députés, par Tzipi Livni, la ministre israélienne des affaires étrangères. Le plan de paix demande le retrait israélien de la Bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, ainsi que le règlement du problème des réfugiés palestiniens, en l'échange de quoi, une cinquantaine de pays arabes et musulmans s'engagent à reconnaître Israël et à établir d'entières relations diplomatiques avec lui.

Le ministre des affaires étrangères égyptien a souhaité également que la nouvelle administration américaine relance l'initiative de paix. "Nous avons fait des efforts en un an, mais nous ne sommes pas parvenus à un accord", a-t-il souligné.

Réconciliation entre Hamas et Fatah et élections de janvier

En ce qui concerne la réconciliation entre le Hamas et le Fatah, Ahmed Aboul Gheit a expliqué que l'Egypte continue à jouer un rôle de médiation, malgré le report de la réunion sur le dialogue inter-palestinien début novembre.

Il a détaillé la complexité de la situation du fait que "le mandat du président Mahmoud Abbas expire le 8 janvier prochain". Le Hamas insiste sur le fait que le mandat du président de l'Autorité palestinienne a été fixé pour quatre ans, c'est-à-dire jusqu'au 8 janvier 2009 seulement, "mais le Fatah de Mahmoud Abbas fait valoir que selon la loi fondamentale palestinienne, les élections présidentielles et législatives doivent se tenir en même temps, soit au plus tard en janvier 2010. C'est la position que défendent l'Egypte et la Ligue arabe", a insisté M. Ahmed Aboul Gheit. "Le 9 janvier 2009 n'est donc qu'une date après laquelle le président Mahmoud Abbas pourra continuer à exercer ses responsabilités, jusqu'à ce que les deux parties s'accordent sur une date pour que les élections se tiennent en même temps", a précisé le ministre égyptien à Véronique de Keyser (PSE, BE), qui l'interrogeait à ce sujet.

"Nous avons reçu en Egypte 13 organisations qui représentent la société palestinienne et toutes sont d'accord sur ce point", a répondu Ahmed Aboul Gheit à la députée Pasqualina Napoletano (PSE, IT). "Toutes veulent des élections simultanées, un gouvernement d'unité nationale et la fin des milices du Hamas et du Fatah".

Le ministre égyptien a reproché à la communauté internationale, l'Union européenne et les Etats-Unis de ne pas avoir reconnu le statut démocratique des élections qui ont donné la victoire au Hamas. "Il aurait fallu soutenir cette organisation pour la faire aboutir à une nouvelle mentalité. Tout ceci aurait évité le coup d'Etat du Hamas", a-t-il estimé.

Check points et blocus de Gaza

M. Aboul Gheit a également condamné les "punitions collectives" menées dans la bande de Gaza. "Le scénario est toujours le même, a affirmé le ministre égyptien, Israël le plus souvent provoque les Palestiniens, ces derniers répliquent par des missiles et les Israéliens ferment les frontières".